



Le 5 février, faisons entendre que l'urgence sociale c'est une autre répartition des richesses !

Plus de 35 ans de politiques menées et accélérées par le gouvernement actuel au profit du patronat et des financiers n'est plus supportable. Les injustices sociales, territoriales et fiscales qui en découlent sont sources de trop de souffrances et doivent disparaître !

En 2018, de nombreuses mobilisations du privé et du public contre des réformes de plus en plus régressives, contre la casse industrielle et les emplois induits (ex : Ford), contre la diminution des services publics (ex : hôpital St André, les postiers, EPADH), ont porté cette volonté de justice sociale qui est devenue vitale.

Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse d'alerter les pouvoirs publics et les dirigeants d'entreprises pour qu'une autre répartition des richesses produites soit mise en œuvre. Les 1% les plus fortunés ont accaparé 82% des richesses créées l'an dernier. Et on nous demanderait à NOUS de faire des efforts ?!

En France, les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires sur 94 milliards de bénéfices réalisés dans les grandes entreprises démontrent l'ampleur de la redistribution des richesses vers les travailleurs et les citoyens qu'il est possible de mettre en œuvre afin d'éradiquer l'augmentation grandissante des travailleurs de plus en plus pauvres.

Le climat social explosif que nous vivons ne pourra pas s'atténuer avec les mesurette récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes. Annoncer 10,3 milliards d'euros pour répondre aux urgences sociales quand ces 10,3 milliards sont pris dans la poche même de ceux qui crient à l'injustice, est cynique et irresponsable !

Les richesses créées par les salariés sont immenses et ceux qui les accaparent doivent contribuer équitablement à la justice sociale dont le pays a urgemment besoin.

Or, le Président des riches a décidé d'exonérer les grandes entreprises et les actionnaires du CAC40 de milliards d'euros d'impôts. C'est en réduisant le budget de l'Etat et le périmètre de ses services publics qu'il compte financer ces cadeaux fiscaux ! La santé, l'éducation, les transports, le logement... sont amputés de façon drastique aux dépens de la population.

Au-delà de dénoncer les injustices et les politiques menées qui en sont à l'origine, nos organisations syndicales constatent que malgré la souffrance exprimée, malgré les chiffres de plus en plus criant de l'inégalité qui se creuse, seul un rapport de force amplifié et unitaire pourra faire plier les décideurs politiques et économiques.

Une inégalité des richesses de plus en plus criante !

De plus en plus de pauvres ...

Chiffres INSEE de janvier 2019

Seuil de pauvreté : revenu inférieure à **1015 euros** par mois.

En Gironde :

Le revenu mensuel médian des Girondins pauvres est de **815 euros**.

Notre département abrite la plus grande population pauvre de la région soit près de **200 000 personnes**.

A Bordeaux en 5 ans, le taux de pauvreté est passé de 16,5% de la population à **17,2%** en 2015 soit 42950 personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Comparaison territoriale :

En France, la moyenne métropolitaine est de **15,3%**, celle de la région de 13,7%.

De grands écarts du taux de pauvreté dans l'agglomération :

Martignas-sur-Jalle : 5%

St-Aubin-de-Médoc : 5%

Lormont : 29,3%,

Canon : 27,2%,

Floirac : 20,5%,

Bassens : 17,6%

Quartiers prioritaires de

Bordeaux Métropole : 39,8%

La jeunesse encore plus touchée

30% des Bordelais sous le seuil de pauvreté ont moins de 30 ans.

Nous appelons ainsi l'ensemble du monde du travail à l'indispensable construction de la mobilisation dans les entreprises, notamment par la grève, afin d'imposer la redistribution des richesses dont nous avons besoin.

Nous appelons les salarié-e-s, les agent-e-s, les jeunes comme les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi à se mobiliser dans son entreprise ou établissement public, par la grève et à manifester ensemble !

Manifestation à Bordeaux

5 février 2019

RDV à partir de 11h30

Place de la République.

Pour une véritable justice sociale, commençons par :

- une augmentation du Smic à 1800 euros, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- une réforme de la fiscalité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (GAFA), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- la suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale ;
- le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
- le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

Nous ne nous laisserons pas déposséder de nos libertés citoyennes !

En Gironde, les violences exercées sur des manifestants pacifiques ont été particulièrement graves et totalement disproportionnées.

Nous demandons de stopper les violences policières lors des manifestations et l'interdiction des armes telles que les grenades de désencerclement (GLI-F4) et flash-ball (LDB) qui ont plongé un homme dans le coma et provoqué des mutilations à vie.

Nous demandons l'arrêt du projet de loi liberticide dit « anti-casseurs » qui prévoit le contrôle généralisé des effets personnels aux abords des manifestations, l'interdiction administrative de manifester, un fichier de manifestants, de poursuivre et condamner des citoyens à une peine d'interdiction des droits civiques, civils et famille, au motif d'une manifestation sans déclaration préalable.

... et des riches de plus en plus riches !

Rapport Oxfam de janvier 2019

Dans le monde

Les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 12% en 2018 soit une **augmentation de 2 milliards d'euros par jour**.

La richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,8 milliards de personnes, a chuté de 11 %.

26 personnes détiennent ainsi autant que la moitié de la population mondiale.

En France

En 2018, **les 5 % des Français les plus riches ont capté 40 % de la richesse nationale.**

Les 1 % en détenaient 20,6 %.

Après les Etats-Unis, la France est le pays qui a connu la **plus forte progression de millionnaires en 2018.**

8 milliardaires ont autant que **30 %** les plus pauvres.

Les OS rappellent qu'il y a « un pognon de dingue » :

La France est le 5^e pays au monde producteur de richesses et le 3^e versant le plus de dividendes.

230 milliards par an d'aides et d'exonérations fiscales sont offertes aux entreprises.

La fraude et l'évasion fiscale représente 80 milliards par an.

Les 300 plus grands patrons ont été augmentés de 10% en 2017 soit une rémunération moyenne de 3,8 millions d'euros par an.

Sur 100 euros de bénéfices, seuls 5,3 euros vont aux salariés

Les salaires stagnent (+0,1% en 2017) et le coût de la vie s'accélère (+1,2% en 2017). Les ménages ont perdu en moyenne 510 euros par an depuis 2008.